

FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT

CONSEIL DES GOUVERNEURS

Projet de résolution F/BG/2010/[]

(Adoptée par vote par correspondance le [] 2010)

Douzième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement

LE CONSEIL DES GOUVERNEURS,

VU :

- i) les articles pertinents de l'Accord (l'"Accord") portant création du Fonds africain de développement (le "Fonds"), en particulier les articles 2 (Objectifs), 4 (Ressources), 7 (Souscriptions additionnelles des États participants), 16 (Formes et modalités de financement), 19 (Assistance technique), 23 (Conseil des gouverneurs : Pouvoirs) et 26 (Conseil d'administration : Fonctions) ;
- ii) le rapport du Conseil d'administration daté du [] 2010 (le "**Rapport**") sur l'application de la résolution F/BG/2009/13 autorisant le démarrage des consultations relatives à la douzième reconstitution générale des ressources du Fonds (la "**Douzième reconstitution**"), et en particulier les recommandations du Conseil d'administration contenues dans ce Rapport ;

CONSIDÉRANT QUE:

- i) dans son Rapport, le Conseil d'administration, eu égard aux besoins et aux exigences en matière de développement des pays membres régionaux les plus pauvres et les moins avancés de la Banque africaine de développement (la "Banque"), a recommandé que le Fonds procède à une reconstitution substantielle de ses ressources pour financer son programme de prêts concessionnels sur la période de trois ans commençant à courir le **1^{er} janvier 2011** ;
- ii) les États participants dont la liste est reproduite en annexe 1, et le cas échéant, la Banque ont fait part de leur intention de souscrire ou de contribuer à la Douzième reconstitution conformément aux arrangements, modalités et conditions énoncés dans la présente résolution, étant entendu qu'aucun engagement à cet égard ne peut être pris par lesdits États participants et la Banque tant qu'ils n'ont pas obtenu tous les approbations internes nécessaires ;

CONVAINCU:

- i) de la nécessité de fournir, avant l'entrée en vigueur de la Douzième reconstitution, à titre de souscriptions anticipées susceptibles d'être utilisées aux fins d'engagement opérationnel, une fraction du montant des souscriptions effectuées en vertu de la présente résolution ;
- ii) de l'avantage qu'il y a à autoriser le Fonds à fournir des financements sous forme de dons en plus des prêts dans les circonstances visées dans le Rapport et conformément aux procédures à déterminer par le Conseil d'administration du Fonds ;
- iii) de l'avantage qu'il y a à encourager des pays, qui en ont les moyens mais qui ne sont pas encore États participants, à participer à la présente reconstitution ; et

- iv) de l'avantage qu'il y a à gérer tout reliquat des fonds issus de la précédente reconstitution générale pendant la période de la Douzième reconstitution ;

RAPPELANT les dispositions de la résolution F/BG/2006/12 du Conseil des gouverneurs concernant l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale ("IADM") et tenant compte des estimations actualisées du coût de l'annulation de la dette dans le cadre de l'IADM et des montants compensatoires payables par les donateurs au cours de la période de décaissement des ressources de la Douzième reconstitution ;

PAR LA PRESENTE RESOLUTION ACCEPTE ET ENTÉRINE le Rapport final sur les réunions consultatives de la Douzième reconstitution ;

ADOpte les conclusions et recommandations énoncées dans le Rapport et, en conséquence,

DÉCIDE DE CE QUI SUIt :

1. Augmentation des ressources du Fonds

- a) **Autorisation.** Le Fonds est autorisé à procéder à la Douzième reconstitution de ses ressources pour une période de trois ans commençant le **1^{er} janvier 2011**.
- b) **Souscription par les États participants.** Le Fonds est autorisé à accepter de chacun des États participants énumérés à l'annexe 1 de la présente résolution une souscription du montant indiqué pour chacun desdits États participants dans la colonne appropriée de l'annexe 1.
- c) **Souscriptions et contributions additionnelles.** Le Fonds peut accepter, sous réserve de l'accord de son Conseil d'administration, des souscriptions additionnelles et d'autres ressources en sus des montants visés à l'annexe 1 de la présente résolution. Ces souscriptions et ressources additionnelles peuvent être prises en compte dans le calcul des ressources de la Douzième reconstitution, si tel est le souhait de l'État participant.
- d) **Rapport avec les reconstitutions futures.** Aucun État participant qui a effectué une souscription additionnelle en vertu de l'alinéa 1(c) ne sera obligé, à l'occasion d'une reconstitution future du Fonds, d'augmenter sa part proportionnelle applicable à cette dernière, pour la simple raison qu'il l'aura fait dans le cadre de la présente reconstitution.

L'alinéa 1(a) du projet de résolution autorise le Fonds à procéder à la Douzième reconstitution. Il est proposé dans le projet de résolution de fixer la période de reconstitution à 3 ans à compter du 1er janvier 2011. L'alinéa 1(c) du projet de résolution contient des dispositions relatives à l'acceptation par le Fonds de souscriptions et d'autres ressources en sus des montants des souscriptions indiqués par les États participants (qui seront stipulés à l'annexe 1 de la résolution), sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration.

2. Instruments de souscription par les États participants

- a) **Disposition générale.** Pour effectuer une souscription conformément aux présentes dispositions, chaque État participant est tenu de déposer auprès du Fonds un instrument de souscription confirmant officiellement son intention de souscrire le montant indiqué à l'annexe 1, exprimé dans l'unité monétaire prescrite pour l'État participant, telle que déterminée conformément au paragraphe 3 de la présente résolution.
- b) **Souscription sans réserve.** Sous réserve des dispositions énoncées à l'alinéa (c) du présent paragraphe, cet instrument constitue pour l'État participant un engagement sans réserve à verser cette souscription de la manière et selon les modalités stipulées ou prévues par la présente résolution. Aux fins d'application de la présente résolution, cette souscription sera dénommée "**souscription sans réserve**".
- c) **Souscription assortie de réserve.** À titre exceptionnel, si un État participant est dans l'impossibilité de contracter un engagement sans réserve, du fait de ses procédures législatives, le Fonds peut accepter de cet État un instrument de souscription expressément assorti de la réserve que le paiement de toutes les tranches de sa souscription sera subordonné à la disponibilité de crédits budgétaires. Ledit instrument comprendra, par ailleurs, un engagement de l'État participant à faire tout ce qui est en son pouvoir : (a) pour obtenir lesdits crédits au taux spécifié aux alinéas 6 (b) et 8 (b) de la présente résolution, aux dates de paiement indiquées au paragraphe 6, et (b) à en donner notification au Fonds, dès que les crédits correspondant à chaque tranche auront été obtenus. Aux fins d'application de la présente résolution, une souscription de ce genre sera dénommée "**souscription assortie de réserve**", mais sera considérée comme sans réserve lorsque le crédit aura été obtenu.

3. Dénomination des souscriptions

Les souscriptions des États participants sont exprimées en droits de tirage spéciaux (DTS) du Fonds monétaire international, dans une monnaie utilisée pour déterminer la valeur du DTS ou dans la monnaie de l'État participant si une telle monnaie est librement convertible (la "monnaie de souscription"), et si, pendant la période allant du **1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2010**, l'économie de l'État participant n'a pas accusé un taux d'inflation annuel supérieur à 10 % en moyenne, comme le Fonds le déterminera.

Le paragraphe 3 propose de libeller les souscriptions en : i) DTS, ii) dans une des monnaies utilisées pour déterminer la valeur du DTS - à l'heure actuelle, ces monnaies sont le dollar des États-Unis, la livre britannique, le yen, et l'euro, ou iii) dans la monnaie de l'État participant, à condition que celle-ci soit librement convertible et que, sur une période à préciser par les Plénipotentiaires, l'économie de l'État participant n'ait pas enregistré un taux d'inflation supérieur à 10 % par an en moyenne, à l'appréciation du Fonds.

4. Date d'entrée en vigueur

La Douzième reconstitution entrera en vigueur à la date du dépôt auprès du Fonds (ci-après dénommée "la Date d'entrée en vigueur"), par les États participants, d'instruments de souscription représentant un montant global au moins égal à **trente pour cent (30 %) du total des intentions de souscriptions visées à l'annexe 1 de la présente résolution**, à condition que cette date ne soit pas postérieure au **1^{er} janvier 2011** ou à une date ultérieure fixée le Conseil d'administration.

5. Affectation aux dons

Un montant du total des ressources¹ disponibles dans le cadre de la Douzième reconstitution sera réservé aux dons, y compris des dons au titre de l'assistance technique, conformément au Cadre de soutenabilité de la dette ("CSD").

6. Paiement des souscriptions

- a) **Dates de paiement.** À moins que la présente résolution n'en dispose autrement, les paiements afférents à chaque souscription au titre de la présente résolution s'effectueront en trois versements annuels égaux en DTS, dans les monnaies servant à déterminer la valeur du DTS ou dans les monnaies librement convertibles acceptables pour le Fonds. Sous réserve des dispositions des paragraphes 4 et 8 de la présente résolution, et sauf décision contraire du Conseil d'administration, le premier de ces versements devra être effectué le **15 janvier 2011** au plus tard ou dans un délai maximum de 30 jours après la Date d'entrée en vigueur; les deuxième et troisième souscriptions devant être effectuées respectivement le **15 janvier 2012** et le **15 janvier 2013** au plus tard. À titre exceptionnel, lorsqu'un État participant est dans l'impossibilité, du fait de ses procédures législatives, d'effectuer un paiement au titre de la première tranche à la date fixée conformément à la deuxième phrase du présent alinéa, cette tranche devra être versée 30 jours au plus tard après la date de dépôt de l'instrument de souscription y afférent.
- b) **Dates de paiement des souscriptions assorties de réserve.** Les paiements relatifs à une souscription assortie de réserve s'effectueront dans un délai de 30 jours à compter de la date où ladite souscription deviendra une souscription sans réserve, et dans le respect des 2 dates de paiement annuel précisées à l'alinéa (a) ci-dessus. **Un État participant ayant déposé un instrument de souscription assorti de réserve devra informer le Fonds de la situation de sa souscription au plus tard 30 jours après les dates de versement annuel fixées à l'alinéa (a) ci-dessus.**
- c) **Calendrier de paiement.** Lors du dépôt de son instrument de souscription, chaque État participant indiquera au Fonds son calendrier de versements proposé compte tenu des arrangements stipulés dans les dispositions précédentes du paragraphe 6.
- d) **Arrangements facultatifs.** Tout État participant peut, par une déclaration écrite adressée au Fonds, indiquer qu'il a l'intention d'avancer la date des versements, de réduire leur nombre, ou d'effectuer des paiements plus importants en proportions

¹ Le total des ressources disponibles englobe le total des ressources mobilisables que le Fonds peut engager durant la Douzième reconstitution, et comprend le montant des souscriptions globales indiqué à l'annexe 1 ci-dessus, des ressources reportées des précédentes reconstitutions et des ressources générées au niveau interne (c'est-à-dire la capacité d'engagement anticipé).

différents dont les conditions ne seraient pas moins avantageuses pour le Fonds que celles spécifiées aux alinéas (a) et (b) ci-dessus.

- e) **Modes de paiement**. Les paiements afférents à chaque souscription s'effectueront en espèces ou, au choix de l'État participant effectuant le paiement, par le dépôt de billets à ordre non négociables et ne portant pas intérêts ou d'obligations similaires dudit État participant, payables à vue au Fonds, à leur valeur nominale en vertu des dispositions de l'alinéa (f) ci-dessous.
- f) **Encaissement des billets à ordre**. Sauf décision contraire du Conseil d'administration, le Fonds encaisse les billets à ordre ou obligations similaires des États participants conformément au calendrier d'encaissement existant présenté à l'annexe 2, sous réserve qu'à la demande d'un État participant, le Fonds puisse accepter de modifier l'ensemble du calendrier d'encaissement prévu pour ledit participant. Pour ce qui est d'un État participant qui n'est pas en mesure d'honorer une ou plusieurs demandes d'encaissement, le Fonds peut convenir avec ledit État participant d'un calendrier révisé d'encaissement qui rapporte au Fonds une valeur au moins équivalente.
- g) **Encaissements accélérés**. Nonobstant les dispositions de l'alinéa (f) du paragraphe 6 de la présente résolution, un État participant qui effectue une souscription sans réserve peut demander, au moment du dépôt de l'instrument de souscription ou par la suite, à payer une partie de sa contribution énoncée à l'annexe 1 avec le revenu du placement de ses paiements ayant fait l'objet d'un encaissement accéléré, sous réserve des conditions et modalités énoncées dans le Rapport.
- h) **Conditions de paiement**. Nonobstant les dispositions précédentes du paragraphe 6, aucun État participant ne sera tenu d'effectuer de versement sauf lorsque sa souscription deviendra disponible pour les engagements opérationnels prévus au paragraphe 8 de la présente résolution.

Le paragraphe 6 du projet de résolution propose le paiement des souscriptions en trois versements annuels égaux, dans un instrument de paiement acceptable pour le Fonds. Il contient des propositions précises quant aux échéances de ces versements. Ces proportions sont subordonnées à l'approbation des Plénipotentiaires. Il convient de souligner que les États participants ont la possibilité d'avancer la date de versement, pourvu que cet arrangement facultatif ne soit pas moins avantageux pour le Fonds que la disposition applicable généralement selon l'accord réalisé par les Plénipotentiaires.

7. Souscriptions anticipées

- a) **Niveau des souscriptions anticipées.** Afin d'éviter toute interruption dans la capacité du Fonds à effectuer des engagements opérationnels, en attendant l'entrée en vigueur de la Douzième reconstitution et en cas de réception par le Fonds d'instruments de souscription des États participants dont le montant global est au moins égal à **vingt pour cent (20 %) du montant total des intentions de souscriptions énumérées à l'annexe 1 de la présente résolution**, le Fonds peut considérer comme souscription anticipée, avant la Date d'entrée en vigueur, un montant équivalant à la première tranche d'engagement de chaque souscription dont l'instrument a été déposé par un État participant, sauf indication contraire de l'État participant dans son instrument de souscription. Il est entendu que ce système de souscription par anticipation s'appliquera sans préjudice du mécanisme anticipé en vertu duquel tout État participant peut autoriser le Fonds à utiliser toute portion de sa souscription à des fins d'engagement avant l'entrée en vigueur de la Douzième reconstitution.
- b) **Uniformité des modalités.** Les modalités et conditions applicables aux souscriptions dans le cadre de la présente résolution s'appliqueront également aux souscriptions anticipées jusqu'à la Date d'entrée en vigueur, à laquelle ces souscriptions seront réputées constituer des paiements des montants dus par chaque État participant au titre de sa souscription.
- c) **Droits de vote intérimaires.** Si la Douzième reconstitution n'est pas entrée en vigueur au **1^{er} janvier 2011**, les droits de vote conférés par les souscriptions anticipées seront, dans la mesure des paiements, attribués à chaque État participant effectuant une souscription anticipée comme si elle avait été effectuée au titre de la présente résolution, et chaque État participant n'effectuant pas une souscription anticipée aura la possibilité d'exercer ses droits de préemption pour ce qui est de ladite souscription aux conditions que le Fonds spécifiera.
- d) **Utilisation des souscriptions anticipées pour les engagements opérationnels.** Sans préjudice des dispositions des précédents alinéas, tout État participant peut, s'il le désire, notifier au Fonds que sa souscription, ou une partie de celle-ci, doit être considérée comme une souscription anticipée pouvant être mise à la disposition du Fonds aux fins d'engagements, avant d'atteindre le niveau de souscription anticipée mentionné à l'alinéa (a) du présent paragraphe. Dès réalisation dudit niveau, les dispositions prévues aux alinéas (b) et (c) du présent paragraphe s'appliqueront à tout montant versé au Fonds conformément aux dispositions de la présente résolution.

En attendant l'entrée en vigueur de la Douzième reconstitution, le dépôt auprès du Fonds d'instruments de souscription représentant au moins 20 % du montant total des intentions de souscriptions devant être énumérées à l'annexe 1 de la présente résolution déclenchera la prise d'effet des dispositions relatives aux souscriptions anticipées. Cette disposition vise à réduire au minimum le risque d'interruption des opérations du Fonds en attendant l'entrée en vigueur de la Douzième reconstitution. Elle devrait en outre faciliter un passage harmonieux entre la période du FAD-XI à celle du FAD-12.

8. **Pouvoir d'engagement**

- a) **Souscriptions sans réserve.** Aux fins d'engagements par le Fonds dans le cadre de son programme opérationnel pour la période de la Douzième reconstitution, toute souscription sans réserve sera divisée en trois tranches égales et mise à disposition aux fins d'engagements opérationnels comme suit :
- i) **Première tranche** : à la Date d'entrée en vigueur, à condition que les souscriptions anticipées puissent être utilisées à des fins d'engagement opérationnel, avant la Date d'entrée en vigueur, conformément au paragraphe 7 de la présente résolution ;
 - ii) **Deuxième tranche** : à partir du **1^{er} janvier 2012** ; et
 - iii) **Troisième tranche** : à partir du **1^{er} janvier 2013**.
- b) **Souscriptions assorties de réserve.** Les souscriptions assorties de réserve seront disponibles aux fins d'engagements opérationnels lorsque et dans la mesure où chaque souscription assortie de réserve sera devenue une souscription sans réserve, ce qui devrait intervenir en tranches d'au moins un tiers du montant de chaque souscription en **2011, 2012 et 2013**, respectivement.
- c) **Exceptions.** Nonobstant les dispositions des précédents alinéas, tout État participant peut autoriser l'utilisation des tranches de sa souscription aux fins d'engagements opérationnels suivant un calendrier plus favorable pour le Fonds que celui indiqué aux alinéas (a) et (b) ci-dessus.

Comme pour les reconstitutions antérieures, le projet de résolution fixe un calendrier précis indiquant les délais dans lesquels les ressources souscrites au titre de la Douzième reconstitution deviendront disponibles aux fins d'engagement. Il propose des dates précises pour la libération des tranches. Ces propositions sont subordonnées à l'approbation des Plénipotentiaires et à l'entrée en vigueur de la reconstitution. Nonobstant la réserve attachée aux souscriptions assorties de réserve et pour atteindre l'objectif de faire en sorte que les engagements des États participants soient honorés à un rythme uniforme, il est demandé que les souscriptions assorties d'une réserve deviennent sans réserve et disponibles aux fins d'engagements opérationnels au cours des années fixées pour les souscriptions sans réserve. Il convient de souligner que le projet de résolution reconnaît une exception à ces arrangements dans la possibilité pour un Etat participant d'autoriser l'utilisation d'un calendrier plus favorable au Fonds. À la lumière de l'expérience du Fonds dans l'application de cette clause au cours de la septième reconstitution, on a souhaité simplifier les dispositions et lever toute ambiguïté en ce qui concerne les procédures. Les propositions précises sont mises en relief dans le texte du projet de résolution.

9. **Réunion consultative des États participants**

Si, au cours de la Douzième reconstitution, les retards enregistrés dans le dépôt des instruments de souscription, la libération des tranches de souscription aux fins d'engagements opérationnels, conformément aux dispositions du paragraphe 8 ci-dessus, ou dans le paiement des souscriptions, entraînent ou risquent soit d'entraîner une suspension des opérations de prêt ou d'octroi de dons du Fonds, soit de l'empêcher d'atteindre sensiblement les objectifs de la Douzième reconstitution, le Fonds convoquera, à la

demande du Conseil d'administration, une réunion des représentants des États participants pour examiner la situation et convenir des mesures pratiques qui permettront de remplir les conditions nécessaires à la poursuite de ses opérations ou à la réalisation significative de ces objectifs.

10. Généralités

- a) **Attribution des droits de vote.** Pour déterminer la part proportionnelle du total des voix attribuées aux États participants en vertu de l'article 29 (3) de l'Accord et pour autant que le paiement ait été effectué, chaque augmentation de souscription d'un État participant s'ajoutera aux souscriptions déjà faites conformément aux dispositions des articles 6 et 7 de l'Accord, les 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année, à partir de la Date d'entrée en vigueur de la présente résolution.
- b) **Acceptation par les États participants.** Chaque État participant souscrit aux dispositions de l'alinéa (a) du présent paragraphe, dans la mesure où son acceptation est requise en vertu de l'article 29 (3) de l'Accord.
- c) **Élection des administrateurs.** Aux fins de l'application de l'article 27 (6) (b) de l'Accord, les élections au Conseil d'administration auront lieu en **2013** au cours de l'assemblée annuelle du Conseil des gouverneurs du Fonds.
- d) **Maintien de la valeur.** Les droits et obligations des États participants procédant à des souscriptions additionnelles conformément à la présente résolution ainsi que ceux de tout autre État participant, de la Banque et du Fonds, pour ce qui concerne les souscriptions additionnelles prévues par la présente résolution, seront (sauf dispositions contraires énoncées dans la présente résolution) les mêmes que ceux qui régissent les souscriptions initiales des États participants fondateurs, effectuées conformément à l'article 6 de l'Accord, sauf que pour les besoins de l'évaluation des souscriptions additionnelles autorisées par la présente résolution, il a été dérogé aux dispositions des paragraphes (1) et (2) de l'article 13 de l'Accord qui, par conséquent, ne seront pas applicables.

Conformément aux dispositions des articles 6, 7 et 13(1) de l'Accord, les États participants sont tenus de maintenir la libre convertibilité et la valeur des monnaies utilisées pour leurs souscriptions initiales et la première reconstitution. De même, aux termes de l'article 13(2) dudit accord, si la parité de la monnaie d'un État participant augmente par rapport à l'unité de compte, le Fonds restitue à cet État un montant de cette monnaie égal à l'accroissement de valeur. Depuis la deuxième reconstitution, le Fonds, la Banque et les États participants ont convenu de déroger à cette clause de maintien de la valeur, sans préjudice des droits et obligations liés aux souscriptions initiales et à la première reconstitution.

- e) **Gestion des souscriptions au titre des précédentes reconstitutions.** À la Date d'entrée en vigueur de la Douzième reconstitution, tous fonds, recettes, avoirs ou autres ressources détenus par le Fonds au titre des précédentes reconstitutions seront gérés dans le cadre de la Douzième reconstitution conformément aux modalités et conditions de la reconstitution. Le Fonds est autorisé à utiliser ces fonds pour accorder des financements sous forme de prêts et de dons, y compris des dons au titre de l'assistance technique.

- f) **Autorisation générale.** Le Conseil d'administration prendra toutes les mesures nécessaires ou opportunes en vue de la mise en œuvre effective de la présente résolution à la lumière des grandes orientations et des directives opérationnelles énoncées dans le Rapport.

11. Taux de change

Les souscriptions effectuées en vertu de la présente résolution, telles qu'elles apparaissent à l'annexe 1 en face du nom de chaque État participant, ont été fixées en fonction de la moyenne mensuelle des taux de change journaliers des monnaies respectives de ces États par rapport au DTS, établie par le Fonds monétaire international, pour la période de six mois allant du **1^{er} décembre 2009** au **31 mai 2010** inclus.

Note du Conseiller juridique général

Les textes en italiques dans les encadrés qui apparaissent tout au long de la présente résolution ne sont que des notes explicatives et n'ont aucun caractère contraignant pour les États participants.

SOUSCRIPTIONS A LA DOUZIEME RECONSTITUTION DU FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT

Annexe II

Calendrier d'encaissement de référence du FAD-XII

Année d'encaissement	Pourcentage d'encaissement
2011	5.03%
2012	10.34%
2013	14.76%
2014	15.07%
2015	12.99%
2016	11.17%
2017	10.14%
2018	9.13%
2019	8.33%
2020	3.04%